



**Ordonnances Macron, uberisation,
baisse des APL, hausse de la CSG...**

STOP !

**Sécurisons les travailleurs,
pas les actionnaires !**

Après la réussite de la journée du 12 septembre (400.000 participants) et une très belle fête de l'Humanité (550.000 participants), **amplifions la mobilisation.**

8,5 millions de pauvres (+800.000 en 4 ans), 12 millions de personnes fragilisées par leur logement, 10 millions de personnes au chômage ou en situation de sous-emploi... Dans une telle situation la politique d'Emmanuel Macron est indécente et inacceptable, qu'il s'agisse de la baisse de 5 euros de l'APL, de la nouvelle loi travail qui va faciliter les licenciements et dégrader les conditions de travail ou de la réforme de l'ISF qui est un cadeau de 3 milliards aux amis du nouveau Président des riches !

Pour les communistes, l'heure est à combattre les mesures gouvernementales et à placer au cœur de l'alternative politique un nouveau projet de sécurité sociale qui repose sur trois piliers : **étendre la protection sociale, gagner de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs, libérer le travail du coût du capital.**





LE PROJET MACRON

C'EST AUSSI:

- La baisse de 5 euros des APL pour 2,7 millions de foyers
- Le gel du point d'indice des fonctionnaires
- Des cadeaux fiscaux dès 2018 pour les plus aisés avec la transformation de l'ISF en un impôt immobilier et un taux unique de 30% sur les placements financiers. Les 10% des plus riches vont concentrer 46% des gains des mesures fiscales
- 300 millions de baisse de dotations aux collectivités locales pour 2017 au détriment des investissements publics locaux
- Le refus de faire de sauter le "verrou de Bercy" qui empêche la justice de lutter efficacement contre les fraudeurs fiscaux
- Le projet d'instaurer la sélection à l'entrée de l'Université
- L'annonce de 10 milliards d'euros de nouvelles privatisations qui profiteront à des intérêts privés.

6 propositions pour un code du travail du XXIème siècle

1. Partageons le temps de travail

L'augmentation de la productivité permet le passage progressif aux 32 heures par semaine pour créer des emplois et permettre une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle.

2. Sécurisons l'emploi et la formation

Pour assurer à chacun un travail décent ou un revenu de remplacement, ainsi que des droits sociaux continus (salaire, formation, qualification, représentation syndicale)

3. Interdisons les licenciements boursiers et imposons le remboursement des aides publiques

Interdiction des licenciements qui visent uniquement à accroître la rentabilité financière des entreprises - Remboursement des exonérations de cotisations sociales et aides publiques (CICE, CIR) lorsque l'entreprise procède à des licenciements injustifiés.

4. Augmentons les salaires et luttons contre l'emploi précaire

Revalorisation du Smic - Limitation du nombre de contrats précaires dans chaque entreprise - statut pour les travailleurs pseudo-indépendants victimes de l'uberisation - Strict encadrement des stages. Des mesures innovantes pour l'emploi des jeunes.

5. Encadrons les rémunérations des dirigeants

Encadrements des écarts de rémunération (salaire, variables, stock-options...) au sein d'une même entreprise dans un rapport de 1 à 20 pour moraliser les pratiques des dirigeants.

6. Instaurons de nouveaux pouvoirs syndicaux

Instauration d'un droit de veto du comité d'entreprise sur les décisions stratégiques et économiques de l'employeur